

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/30953]

10 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études, article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2021;

Vu le « Test genre » du 7 mai 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire, du 27 mai 2021, organisée conformément à l'article 33 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études, donné le 8 juin 2021;

Vu l'avis n° 70.510/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 décembre 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées du 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre ayant les allocations d'études dans ses attributions ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Le candidat » : l'élève ou l'étudiant demandeur de l'allocation d'études ;

- « Pourvoyant seul » : le candidat isolé sur la composition de ménage ou lorsque les seules ressources qui peuvent être prises en compte sont les siennes propres ;

- « Ménage » : ensemble de personnes qui occupent un même logement et qui vivent en commun, tel que prouvé par la composition de ménage ou autre document, tel que visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études, est considéré comme peu aisé le candidat dont l'ensemble des ressources annuelles du ménage auquel il appartient ne dépasse pas les maxima indiqués à l'article 4.

L'ensemble des ressources du ménage est déterminé sur la base de la composition de ménage établie en Belgique et fixée à la date de la demande d'allocations d'études relative à l'année scolaire ou académique concernée.

Par dérogation, le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse qui peut se prévaloir des articles 7, § 2, et 10 du Règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union peut produire un document analogue à la composition de ménage délivré par l'autorité compétente en la matière.

Les ressources et les personnes à charge à prendre en considération sont celles reprises sur l'avertissement-extrait de rôle délivré par le Service Public Fédéral des Finances relatif à l'avant-dernière année civile à compter du début de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit.

Sont prises en compte les ressources de toutes les personnes qui figurent sur la même composition de ménage, à l'exception :

1° des revenus du candidat sauf s'il dispose d'un avertissement - extrait de rôle commun avec un autre membre de sa composition de ménage ;

2° des revenus des frères et sœurs du candidat ou assimilés ;

3° des revenus des propriétaires d'immeubles donnés en location au candidat ou des colocataires disposant d'un bail de colocation ou de tout autre document attestant de la colocation.

Par assimilés aux frères et sœurs du candidat, on entend les demi-frères et demi-sœurs, les enfants du conjoint ou du cohabitant légal ou de fait du parent du candidat qui figurent sur sa composition de ménage.

Les ressources visées à l'alinéa 1^{er} sont :

1° les revenus nets imposables globalement, majorés des revenus imposables distinctement, de l'ensemble des membres repris sur la composition de ménage;

2° les allocations et/ou d'intégration et les revenus de remplacement ou d'intégration perçus par les membres repris sur la composition de ménage, à l'exception des allocations familiales et des allocations d'études;

3° les revenus issus d'une organisation internationale exonérés d'impôts perçus par les membres repris sur la composition de ménage.

Les revenus non imposés en Belgique mais imposables à l'étranger sont pris en considération et établis par tout organisme compétent et habilité pour attester de tels revenus.

Lorsque la responsabilité fiscale du candidat est partagée, les revenus pris en considération sont ceux du ménage du représentant légal qui sollicite l'allocation d'études. Dans ce cas, le candidat est comptabilisé pour une demi-personne à charge. Toutefois, en cas de refus lié au dépassement des plafonds visés à l'article 4, le dossier est réexaminé par l'administration en charge des allocations d'études en tenant compte de la proportion des ressources des ménages auxquels le candidat appartient. La proportion de la responsabilité fiscale du candidat est attestée par décision judiciaire ou par convention enregistrée. En cas d'absence de ces documents, la proportion est définie par défaut à part égale.

Lorsque, pour le calcul du montant de l'allocation tel que prévu aux articles 4 et 6, en application de l'alinéa précédent, le nombre de personnes à charge correspond à un nombre avec décimale, il est arrondi à l'unité supérieure.

Lorsque les revenus imposables distinctement sont constitués en tout ou en partie d'une indemnité de licenciement qui a été perçue sans que le membre concerné n'ait repris d'activités professionnelles ou perçu des revenus de remplacement à la suite de ce licenciement et jusqu'à la date de la demande, il n'est pas tenu compte du montant de l'indemnité perçue dans le cadre de la globalisation des ressources visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 5, lorsque les seules ressources pouvant être prises en compte sont celles du candidat et qu'il dispose de revenus attestés par l'avertissement-extrait de rôle délivré par le Service Public Fédéral des Finances relatif à l'avant-dernière année civile à compter de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit, ces ressources seules sont prises en compte.

§ 3. Aucune allocation d'études ne peut être accordée en cas de déclarations sciemment inexactes, contradictoires ou incomplètes.

§ 4 Lorsque la demande d'allocation d'études est rejetée, la notification de refus est accompagnée d'une invitation au candidat ou à son représentant légal à solliciter des aides sociales auprès de l'établissement d'enseignement au sein duquel le candidat est inscrit ou des centres publics d'aide sociale.

Art. 3. Lorsque l'ensemble des ressources du ménage ou du candidat qui pourvoit seul à son entretien est inférieur à la moitié des montants fixés à l'article 6, § 3, l'administration assure, dans un délai de 30 jours, un examen approfondi du dossier et vérifie avec le candidat ou son représentant légal qu'il ne peut promériter ou mentionner d'autres revenus ou allocations tels que visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 7.

Au terme de ce délai, si l'ensemble des ressources reste inférieur à la moitié des montants fixés à l'article 6 § 3, et qu'il n'a pas été possible d'identifier la (les) personne(s) qui contribue(nt) à l'entretien du candidat, les ressources prises en considération sont celles de(s) personne(s) qui déclarai(en)t le candidat fiscalement à charge et qui figurent sur l'avertissement-extrait de rôle délivré par le Service Public Fédéral des Finances ou sur la composition de ménage relatifs à l'avant-dernière année civile à compter de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit.

Après contrôle, si les ressources de ces personnes n'ont pu être identifiées, les ressources prises en compte sont les ressources du ménage ou du candidat qui pourvoit seul à son entretien.

Art. 4. L'ensemble des ressources visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peut dépasser les maxima indiqués ci-après :

- 1° pour l'Enseignement secondaire et les années préparatoires à l'Enseignement supérieur :
 - 19.030,12 EUROS lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien ou qu'il n'y a pas de personne à charge;
 - 25.374,56 EUROS, lorsqu'il y a une personne à charge;
 - 31.320,26 EUROS, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
 - 36.870,43 EUROS, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
 - 42.025,11 EUROS, lorsqu'il y a quatre personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 5.154,68 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, à partir de et au-delà de la cinquième ;
- 2° pour l'Enseignement professionnel secondaire complémentaire et l'Enseignement supérieur:
 - 21.030,65 EUROS, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
 - 27.500,38 EUROS, lorsqu'il y a une personne à charge;
 - 33.567,99 EUROS, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
 - 39.226,94 EUROS, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
 - 44.483,78 EUROS, lorsqu'il y a quatre personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 5.256,84 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, à partir de et au-delà de la cinquième.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque les ressources visées à l'article 4 ne sont pas dépassées, les montants maxima des allocations sont les suivants :

- 1° pour l'enseignement secondaire et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :
 - a) 437,33 EUROS, pour les élèves externes;
 - b) 1.131,74 EUROS, pour les élèves internes;
- 2° pour l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :
 - a) 1.248,60 EUROS, pour les élèves externes donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - b) 1.665,86 EUROS, pour les élèves externes ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - c) 2.914,51 EUROS, pour les élèves internes ou locataires d'un logement donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - d) 3.331,80 EUROS, pour les élèves internes ou locataires d'un logement ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
- 3° pour l'enseignement supérieur :
 - a) 2.116,61 EUROS, pour les étudiants externes donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - b) 2.650,76 EUROS, pour les étudiants externes ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - c) 3.852,60 EUROS, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - d) 4.370,07 EUROS, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins.

§ 2. Le logement visé aux points 2° et 3° du paragraphe précédent doit être pris en location pour une durée minimale de 3 mois consécutifs durant l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit. Dans le cadre d'un séjour académique hors Communauté française, couvert par une convention, si l'étudiant

n'est pas considéré comme interne lors de sa demande mais qu'il fournit par la suite une copie de son contrat de bail et de la convention, son dossier pourra être revu en vue de lui octroyer un complément éventuel.

Le logement ne peut être donné en location par un parent au premier degré.

L'adresse de ce logement doit être différente de celle de la résidence légale du candidat.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque l'ensemble des ressources constitue un montant intermédiaire entre celui du plafond fixé à l'article 4 et celui du plancher fixé à l'article 6, § 2, le montant de l'allocation est fixé en affectant le montant maximum, correspondant à la situation du candidat, d'un coefficient K obtenu en divisant le montant du plancher par les revenus de référence; le coefficient K est arrondi à la 2^{ème} décimale.

§ 2. Les montants planchers sont les suivants :

- 3.927,49 EUROS, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien ou qu'il n'y a pas de personne à charge;
- 5.234,25 EUROS, lorsqu'il y a une personne à charge;
- 6.355,90 EUROS, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- 7.477,55 EUROS, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- 8.599,20 EUROS, lorsqu'il y a quatre personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 1.121,65 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, à partir de et au-delà de la cinquième.

§ 3. Lorsque l'ensemble des ressources est inférieur aux montants suivants :

- le montant minimum imposable prévu à l'impôt des personnes physiques pour l'année de référence des revenus pris en compte, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien ou qu'il n'y a pas de personne à charge;
- le montant minimum imposable augmenté d'une somme de 2.437 EUROS lorsqu'il y a une personne à charge;
- le montant minimum imposable augmenté d'une somme de 4.535 EUROS lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- le montant minimum imposable augmenté d'une somme de 6.633 EUROS lorsqu'il y a trois personnes à charge.

Ce dernier montant augmentant d'une somme de 2.096 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la troisième personne, il est attribué une allocation spéciale en lieu et place de l'allocation visée au § 1^{er}, s'élevant à :

- 568 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire et les élèves suivant les années préparatoires à l'enseignement supérieur, quelle que soit l'année d'études poursuivie;
- 1.516 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire et les élèves suivant les années préparatoires à l'enseignement supérieur, quelle que soit l'année d'études poursuivie;
- 1.893 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;
- 2.270 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- 3.405 EUROS, pour les élèves de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins, internes ou locataires d'un logement tel que visé à l'article 5, § 2;
- 3.782 EUROS, pour les élèves de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations internes ou locataires d'un logement tel que visé à l'article 5, § 2;
- 2.821 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
- 3.165 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- 4.540 EUROS, pour les étudiants de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins, internes ou locataires d'un logement tel que visé à l'article 5, § 2;
- 4.917 EUROS, pour les étudiants de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins, internes ou locataires d'un logement tel que visé à l'article 5, § 2.

Art. 7. Le candidat peut prétendre à une allocation d'études lorsque celui-ci ou l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte, ou la ou les personnes qui pourvoient à son entretien ou dont il est à charge, est(sont) propriétaire(s) de biens immobiliers, situés en Belgique ou à l'étranger.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le candidat ou l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte, ou la personne ou les personnes qui pourvoient à son entretien ou dont il est à charge, est (sont) propriétaire(s) de :

- soit de bâtiments non donnés en location, à l'exception du domicile, ou donnés en location soit à des personnes physiques qui ne les affectent pas à l'exercice de leur profession, soit à des personnes morales autres que des sociétés en vue de les mettre à disposition de personnes physiques à des fins d'habitation ou
- soit des biens immeubles donnés en location à une personne physique ou à une société ou association qui les affecte à des fins professionnelles,

et dont les revenus cadastraux et loyers bruts cumulés sont supérieurs à 940,90 EUROS, aucune allocation d'études n'est octroyée.

Ce plafond est indexé annuellement depuis l'année 2017, en fonction de l'indice santé du mois de mai de l'année concernée sur base de l'indice santé du mois de mai 2016.

Le revenu cadastral pris en compte est le revenu cadastral affecté du coefficient cadastral indexé sur base de l'indice des prix à la consommation, tel qu'il figure sur l'avertissement-extrait de rôle délivré par le Service public fédéral des Finances et sur la composition de ménage relatifs à l'avant-dernière année civile à compter de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit.

Lorsque l'un des membres de la composition de ménage telle que visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, dont les ressources sont prises en compte, est proportionnellement (co)propriétaire d'un bien visé au présent article, le revenu cadastral et les loyers bruts cumulés du bien concerné sont pris en compte dans cette même proportion.

Art. 8. Il est accordé aux étudiants externes de l'enseignement supérieur habitant à plus de 20 kilomètres de l'établissement d'enseignement fréquenté un complément d'allocation d'études fixé de manière forfaitaire à 120 EUROS. Ce montant est majoré de 50 EUROS pour l'étudiant apportant la preuve qu'il dispose d'un abonnement d'une société publique belge de transport en commun.

Art. 9. Pour le calcul des montants plafonds fixés à l'article 4 et le calcul des montants fixés à l'article 6, § 2, et à l'article 6, § 3, en vue de l'application du calcul des allocations d'études supérieures tel que prévu à l'article 6, le nombre de personnes à charge est majoré d'autant d'unités qu'il comprend d'étudiants repris sur la composition de ménage et régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, reconnu ou habilité par les Communautés, pour l'année académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit, hormis le candidat et les colocataires.

Par dérogation à l'alinéa premier, les étudiants qui suivent des études à l'étranger dans les cas prévus à l'article 2, § 4, et à l'article 17, alinéa 2, du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études et qui figurent sur la composition de ménage du candidat sont pris en compte.

Art. 10. Dans l'intérêt du candidat et en vue de lui accorder une allocation forfaitaire telle que visée à l'article 12, § 1^{er}, il peut être tenu compte, pour autant que ces situations concernent un membre qui figure ou figurait sur la composition de ménage telle que visée à l'article 1^{er}, alinéa 2, dont les ressources sont prises en compte, des éléments suivants :

1° le divorce, la cessation de cohabitation légale, la séparation de fait pour autant que ces situations ne soient pas précédées d'une séparation fiscale et qu'elles donnent lieu à des résidences séparées ;

2° le décès, pour autant qu'il ne soit pas précédé d'une séparation fiscale ;

3° la mise à la pension ou la prépension ;

4° la perte de l'emploi principal exercé pendant au moins une année civile au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année scolaire ou académique sans qu'aucune indemnité soit allouée ou la cessation de toute activité lucrative y compris la faillite ;

5° une période de chômage ou de maladie de minimum 30 jours consécutifs pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée ou encore lorsque les revenus sont modifiés pour les agents des services publics suite à une mise en disponibilité soit pour cause de maladie, soit pour convenance personnelle précédant la pension de retraite ;

6° une période d'aide sociale de minimum 30 jours consécutifs pendant laquelle un revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou taux cohabitant ou aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale ;

7° une médiation de dettes à l'amiable pratiquée par un service agréé ou un règlement collectif de dettes attesté par un jugement ;

8° un changement dans la composition de ménage du candidat en cas de naissance ou d'adoption;

9° si le candidat est réputé pourvoir seul à son entretien, tel que visé à l'article 2, § 2, et que cette situation est nouvelle.

Toutefois, la prise en compte de ces éléments est subordonnée au fait que le changement de situation soit intervenu entre le 1^{er} janvier de l'avant-dernière année civile à compter de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit et le 31 décembre de l'année scolaire ou académique envisagée.

Le candidat informe, dans les meilleurs délais, l'administration en charge des allocations d'études de tout changement intervenu dans sa situation et est tenu de lui fournir les documents qui en attestent.

Pour toutes les situations visées par le présent article, l'administration en charge des allocations d'études peut consulter l'historique des compositions de ménage du candidat.

Pour toutes les situations visées par le présent article, l'administration analyse la demande sur la base des revenus mentionnés pour les années de référence visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, ainsi que sur la base des montants forfaitaires visés à l'article 12, § 1^{er}. Est prise en compte la situation la plus favorable au candidat.

Aucune allocation forfaitaire telle que visée au présent article n'est octroyée lorsque l'ensemble des ressources du ménage pour l'année civile visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du présent arrêté sont supérieurs à 150 p.c. du plafond admissible fixé à l'article 4 ou lorsque l'article 7, alinéa 2, est d'application.

Pour l'année scolaire ou académique 2021-2022, le plafond admissible fixé à l'article 4 est toutefois majoré à 300%.

Art. 11. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, il est accordé une allocation forfaitaire telle que visée à l'article 12, § 1^{er}, aux élèves et étudiants placés en institution ou dans une famille d'accueil .

Ce même forfait est accordé lorsque le demandeur produit une attestation du Service public fédéral des Finances ou de tout organisme étranger compétent et habilité à établir un document analogue stipulant qu'aucun calcul d'imposition n'est possible pour l'ensemble du ménage

Art. 12. § 1^{er}. L'allocation d'études accordée en application des articles 10 et 11 est attribuée sous la forme d'un montant forfaitaire qui s'élève à :

- 124 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire ou inscrits dans une année préparatoire à l'Enseignement supérieur ;

- 297 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire ou inscrits dans une année préparatoire à l'Enseignement supérieur;

- 496 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;

- 868 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;

- 694 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur;

- 1.239 EUROS, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur.

§ 2. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, lorsque l'ensemble des ressources est constitué, du seul revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou taux cohabitant ou d'une aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale au plus tard au 31 décembre de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit et pour autant que l'ensemble des ressources ne dépasse pas les maxima indiqués à l'article 4, il est attribué un montant forfaitaire qui s'élève à :

- 200 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;

- 500 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
- 1000 EUROS, pour les élèves/étudiants externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur;
- 2.000 EUROS, pour les élèves/étudiants internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur ainsi que pour le candidat réputé pourvoir seul à son entretien.

Art. 13. Les allocations et montants forfaitaires sont versés sur le compte bancaire du :

1° représentant légal pour les candidats n'ayant pas atteint la majorité au 31 octobre de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit ;

2° candidat si celui-ci a atteint la majorité au 31 octobre de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle l'élève ou l'étudiant est inscrit

Art. 14. L'ensemble des montants sont indexés annuellement, depuis l'année 2017, en fonction de l'indice santé du mois de mai de l'année concernée sur base de l'indice santé du mois de mai 2016.

Art. 15. Lorsque le montant d'une allocation d'études calculé est constitué d'une décimale, il est arrondi à l'unité d'euro supérieure lorsqu'il est égal ou supérieur à 5 dixièmes et à l'unité d'euro inférieur dans les autres cas.

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études est abrogé.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2021, à l'exception de l'article 9, alinéa 2, qui entre en vigueur au 1^{er} juillet 2022 en ce qu'il se réfère à l'article 2, § 4, du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études.

Art. 18. Le Ministre ayant les allocations d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 10 février 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des maisons de Justice, de la jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/30953]

10 FEBRUARI 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de minvermogensheid van de aanvragers van een studietoelage en van de criteria voor het bepalen van de bedragen van de studietoelagen

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 november 2021 houdende regeling van de studietoelagen, artikel 4;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogensheid van de aanvragers van een studietoelage en van de criteria voor de vaststelling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 6 mei 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 20 mei 2021;

Gelet op de "Gendertest" van 7 mei 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties die op gemeenschapsniveau zijn erkend, van 27 mei 2021, georganiseerd overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de studietoelagen, uitgebracht op 8 juni 2021;

Gelet op het advies nr. 70.510/2 van de Raad van State, uitgebracht op 20 december 2021 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister bevoegd voor de studietoelagen ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- "De aanvrager": de leerling of de student die de studietoelage aanvraagt;
- "Alleenstaande kostwinner": de aanvrager die geïsoleerd is wat de samenstelling van het huishouden betreft of waarbij de enige middelen die in aanmerking kunnen worden genomen, zijn eigen middelen zijn;
- "Huishouden" wordt verstaan een groep personen die dezelfde woning bewonen en samenwonen, zoals blijkt uit de samenstelling van het huishouden of uit een ander document, als bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van het decreet van 18 november 2021 tot regeling van de studietoelagen worden aanvragers wier totale jaarlijkse middelen van het huishouden waartoe zij behoren, de in artikel 4 vermelde maximumbedragen niet overschrijden, beschouwd als minvermogen.

De totale middelen van het huishouden worden bepaald op basis van de in België vastgestelde gezinssamenstelling die op de datum van de aanvraag van de studietoelage voor het bedoelde school- of academiejaar wordt vastgesteld.

In afwijking hiervan kan een onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, van een staat die partij is bij de Europese Economische Ruimte of van de Zwitserse Bondsstaat, die zich kan beroepen op de artikelen 7, § 2, en 10 van Verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie, een document overleggen dat vergelijkbaar is met de samenstelling van het huishouden dat door de ter zake bevoegde overheid is afgegeven.

De in aanmerking te nemen bestaansmiddelen en personen ten laste zijn die welke zijn vermeld in het aanslagbiljet dat door de Federale Overheidsdienst Financiën is opgesteld voor het voorlaatste kalenderjaar vanaf het begin van het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven.

De middelen van alle personen in dezelfde huishoudsamenstelling worden in aanmerking genomen, met uitzondering van:

- 1° het inkomen van de aanvrager, tenzij hij een gezamenlijk aanslagbiljet heeft met een ander lid van zijn huishouden;
- 2° het inkomen van de broers en zusters van de aanvrager of de daarmee gelijkgestelde personen;
- 3° de inkomsten van de eigenaars van gebouwen die aan de aanvrager worden verhuurd of van de medehuurlers die een medehuurcontract hebben of enig ander document waaruit het medehuurcontract blijkt.

Met gelijkgestelde broers en zussen van de aanvrager worden verstaan halfbroers en -zussen, kinderen van de echtgenoot van de ouders van de aanvrager of van de feitelijk of wettelijk samenwonende partner die deel uitmaken van het huishouden.

De in het eerste lid bedoelde middelen zijn:

- 1° het netto globaal belastbaar inkomen plus het afzonderlijk belastbaar inkomen van alle leden die in de gezinssamenstelling zijn opgenomen;
- 2° de toelagen en/of integratie-uitkeringen en het vervangings- of integratie-inkomen dat de in de gezinssamenstelling vermelde leden ontvangen, met uitzondering van de kinderbijslag en de studietoelagen;
- 3° de van belasting vrijgestelde inkomsten van een internationale organisatie die worden ontvangen door de in de gezinssamenstelling vermelde leden.

Inkomsten die niet in België maar in het buitenland belastbaar zijn, worden in aanmerking genomen en vastgesteld door elke bevoegde instantie die gemachtigd is deze inkomsten te certificeren.

Wanneer de aanvrager een gedeelde fiscale verantwoordelijkheid heeft, wordt het inkomen in aanmerking genomen van het huishouden van de wettelijke vertegenwoordiger die de studietoelage aanvraagt. In dit geval wordt de aanvrager als een halve ten laste gestelde persoon beschouwd. In geval van weigering wegens overschrijding van de in artikel 4 genoemde maxima wordt het dossier echter opnieuw onderzocht door de administratie die belast is met de toekenning van studiefinanciering, waarbij rekening wordt gehouden met het aandeel van de middelen van de gezinnen waartoe de aanvrager behoort. Het aandeel van de fiscale verantwoordelijkheid van de aanvrager blijkt uit een rechterlijke beslissing of een geregistreerde overeenkomst. Bij gebreke van dergelijke documenten wordt het aandeel standaard vastgesteld in gelijke delen.

Indien voor de berekening van het bedrag van de toelage als bedoeld in de artikelen 4 en 6, met toepassing van het bepaalde in vorig lid, het aantal personen ten laste overeenkomt met een getal met een decimaal, wordt deze naar boven afgerond.

Wanneer de afzonderlijk belastbare inkomsten geheel of gedeeltelijk bestaan uit ontslagvergoedingen die zijn ontvangen zonder dat het betrokken lid zijn beroepswerkzaamheden heeft hervat of vervangende inkomsten heeft ontvangen na dit ontslag en tot de datum van de aanvraag, wordt het bedrag van de ontvangen ontslagvergoeding niet in aanmerking genomen bij de samentelling van de middelen als bedoeld in het eerste lid.

§ 2. In afwijking van § 1, vijfde lid, worden, wanneer de enige middelen die in aanmerking kunnen worden genomen, die van de aanvrager zijn en wanneer hij beschikt over een inkomen dat blijkt uit het door de Federale Overheidsdienst Financiën afgeleverde aanslagbiljet met betrekking tot het voorlaatste kalenderjaar vanaf het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven, alleen deze middelen in aanmerking genomen.

§ 3. Er kan geen studietoelage worden toegekend in geval van opzettelijk onjuiste, tegenstrijdige of onvolledige verklaringen.

§ 4. Indien de aanvraag voor een studietoelage wordt afgewezen, gaat de kennisgeving van de weigering samen met een uitnodiging aan de aanvrager of zijn wettelijke vertegenwoordiger om sociale bijstand aan te vragen bij de onderwijsinstelling waar de aanvrager is ingeschreven of bij de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 3. Indien de totale middelen van het huishouden of van de aanvrager die de enige kostwinner is, minder bedragen dan de helft van de in artikel 6, § 3, bepaalde bedragen, verricht de administratie, binnen 30 dagen, een grondig onderzoek van het dossier en gaat zij bij de aanvrager of zijn wettelijke vertegenwoordiger na of deze geen andere inkomsten of uitkeringen als bedoeld in artikel 2, § 1, zevende lid, kan toezeggen of vermelden.

Na afloop van deze termijn, indien de totale middelen minder bedragen dan de helft van de in artikel 6, § 3, vastgestelde bedragen, en de persoon of personen die in het levensonderhoud van de aanvrager bijdragen niet konden worden geïdentificeerd, zijn de in aanmerking genomen bestaansmiddelen die van de perso(o)n(en) die de aanvrager fiscaal ten laste heeft (hebben) en die voorkomt (voorkomen) op het door de FOD Financiën afgeleverde aanslagbiljet of op de samenstelling van het gezin met betrekking tot het voorlaatste kalenderjaar vanaf het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven.

Indien de middelen van deze personen niet konden worden vastgesteld, worden na controle de middelen van het huishouden of de aanvrager die in zijn eigen onderhoud voorziet, in aanmerking genomen.

Art. 4. Het totaal van de in artikel 2, § 1, eerste lid, bedoelde middelen mag de hierna vermelde maximumbedragen niet overschrijden:

- 1° voor het secundair onderwijs en de jaren ter voorbereiding van het hoger onderwijs:
 - 19.030,12 euro, als de aanvrager in zijn eigen onderhoud kan voorzien of geen personen ten laste heeft;
 - 25.374,56 euro, als er een persoon ten laste is;
 - 31.320,26 euro, indien er twee personen ten laste zijn;
 - 36.870,43 euro, wanneer er drie personen ten laste zijn;

- 42.025,11 euro, wanneer er vier personen ten laste zijn, vermeerderd met 5.154,68 euro voor elke bijkomende persoon ten laste, vanaf en na de vijfde;

2° voor het aanvullend secundair beroepsonderwijs en het hoger onderwijs:

- 21.030,65 euro, wanneer de aanvrager zelf voor zijn onderhoud zorgt;

- 27.500,38 euro, indien er een persoon ten laste is;

- 33.567,99 euro, indien er twee personen ten laste zijn;

- 39.226,94 euro, wanneer er drie personen ten laste zijn;

- 44.483,78 euro, wanneer er vier personen ten laste zijn, vermeerderd met 5.256,84 euro voor elke bijkomende persoon ten laste, vanaf en na de vijfde.

Art. 5. § 1. Wanneer de in artikel 4 bedoelde middelen niet worden overschreden, zijn de maximumbedragen van de toelagen de volgende:

1° voor het secundair onderwijs en de jaren ter voorbereiding van het hoger onderwijs:

a) 437,33 euro, voor externe leerlingen;

b) 1.131,74 euro, voor interne leerlingen;

2° voor het aanvullend secundair beroepsonderwijs:

a) 1.248,60 euro, voor externe leerlingen die recht geven op kinder- of wezenbijslag;

b) 1.665,86 euro, voor externe leerlingen die geen recht hebben op kinder- of wezenbijslag;

c) 2.914,51 euro, voor interne leerlingen of huisgenoten die recht geven op kinder- of wezenbijslag;

d) 3.331,80 euro, voor interne leerlingen of huisgenoten die geen kinder- of wezenbijslag ontvangen;

3° voor het hoger onderwijs:

a) 2.116,61 euro, voor externe studenten die recht hebben op kinder- of wezenbijslag;

b) 2.650,76 euro, voor externe studenten die geen recht hebben op kinder- of wezenbijslag;

c) 3.852,60 euro voor interne studenten die een woning huren die recht hebben op kinder- of wezenbijslag;

d) 4.370,07 euro, voor interne studenten die een woning huren die geen recht geeft op kinder- of wezenbijslag.

§ 2. De in de punten 2° en 3° van de vorige paragraaf bedoelde huisvesting moet worden gehuurd voor ten minste 3 opeenvolgende maanden tijdens het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven. In het kader van een academisch verblijf buiten de Franse Gemeenschap, gedekt door een overeenkomst, kan, indien de student op het ogenblik van zijn aanvraag niet als interne student wordt beschouwd, maar later een kopie van zijn huurcontract en de overeenkomst voorlegt, zijn dossier opnieuw worden onderzocht met het oog op de toekenning van een eventuele toeslag.

De woning mag niet worden verhuurd door een bloedverwant in de eerste graad.

Het adres van deze woning moet verschillen van het adres van de wettelijke verblijfplaats van de aanvrager.

Art. 6. § 1. Wanneer de totale middelen een tussenliggend bedrag vormen tussen dat van het in artikel 4 vastgestelde maximum en dat van de in artikel § 6, 2 vastgestelde minimum, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld door op het maximumbedrag dat met de toestand van de aanvrager overeenkomt, een coëfficiënt K toe te passen die wordt verkregen door het bedrag van het minimum te delen door het referentie-inkomen; de coëfficiënt K wordt op twee decimalen afgerond.

§ 2. De minimumbedragen zijn de volgende:

- 3.927,49 euro, indien de aanvrager in zijn eigen onderhoud voorziet of geen persoon ten laste is;

- 5.234,25 euro, als er een persoon ten laste is;

- 6.355,90 euro, indien er twee personen ten laste zijn;

- 7.477,55 euro, wanneer er drie personen ten laste zijn;

- 8.599,20 euro voor vier personen ten laste, te verhogen met de som van 1.121,65 euro voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf en na de vijfde.

§ 3. Wanneer de totale middelen lager zijn dan de volgende bedragen:

- het minimale belastbare bedrag voor de personenbelasting voor het referentiejaar van het inkomen dat in aanmerking wordt genomen, indien de aanvrager in zijn eigen onderhoud voorziet of indien er geen personen ten laste zijn;

- het minimale belastbare bedrag wordt met 2.437 euro verhoogd wanneer er een persoon ten laste is;

- het minimale belastbare bedrag plus 4.535 euro wanneer er twee personen ten laste zijn;

- het minimale belastbare bedrag wordt met 6.633 euro verhoogd als er drie personen ten laste zijn.

Dit laatste bedrag wordt vermeerderd met 2.096 euro voor elke bijkomende persoon ten laste na de derde persoon, en in plaats van de in § 1 bedoelde toelage wordt een bijzondere toelage toegekend ten bedrage van:

- 568 euro, voor externe leerlingen in het secundair onderwijs en leerlingen in de voorbereidende jaren voor het hoger onderwijs, ongeacht het studiejaar;

- 1.516 euro voor interne leerlingen in het secundair onderwijs en leerlingen in de voorbereidende jaren voor het hoger onderwijs, ongeacht het studiejaar;

- 1.893 euro, voor externe leerlingen in het aanvullend secundair beroepsonderwijs die recht geven op kinder- of wezenbijslag;

- 2.270 euro, voor externe leerlingen in het aanvullend secundair beroepsonderwijs die geen recht geven op deze toelagen;

- 3.405 euro voor leerlingen in het aanvullend secundair beroepsonderwijs die recht geven op kinder- of wezenbijslag, interne leerlingen of huurders als bedoeld in artikel § 5, 2;

- 3.782 euro, voor leerlingen in het aanvullend secundair beroepsonderwijs die geen recht hebben op deze toelagen of die huisvesting huren als bedoeld in artikel § 5, 2;
- 2.821 euro, voor externe studenten in het hoger onderwijs die recht geven op kinder- of wezenbijslag;
- 3.165 voor externe studenten in het hoger onderwijs die geen recht hebben op deze toelagen;
- 4.540 euro voor studenten in het hoger onderwijs die recht hebben op kinder- of wezenbijslag, interne leerlingen of huurders in de zin van artikel § 5, 2;
- 4.917 euro voor studenten in het hoger onderwijs die geen recht hebben op kinder- of wezenbijslag, en die interne studenten of huurders zijn in de zin van artikel § 5, 2.

Art. 7. De aanvrager kan aanspraak maken op de studietoelage indien hij of een van de leden van het huishouden waarvan de bestaansmiddelen in aanmerking worden genomen, of de perso(o)n(en) in wiens onderhoud hij voorziet of te wiens laste hij komt, eigenaar is (zijn) van een onroerend goed dat in België of in het buitenland gelegen is.

In afwijking van het vorige lid is, wanneer de aanvrager of een van de leden van het huishouden van wie de bestaansmiddelen in aanmerking worden genomen, of de persoon of personen die in zijn onderhoud voorziet of te zijnen laste komt (komen), eigenaar is (zijn) van:

- gebouwen die niet worden verhuurd, met uitzondering van de woning, of die worden verhuurd hetzij aan natuurlijke personen die deze gebouwen niet gebruiken voor de uitoefening van hun beroep, hetzij aan rechtspersonen, met uitzondering van vennootschappen, met het oogmerk deze gebouwen voor bewoning ter beschikking te stellen van natuurlijke personen, of
 - of onroerend goed dat wordt verhuurd aan een natuurlijke persoon of aan een vennootschap of vereniging die het voor bedrijfsdoeleinden gebruikt,
- en waarvan het kadastraal inkomen en het bruto-huuropbrengst tezamen meer dan 940,90 euro bedragen, wordt geen studietoelage toegekend.

Dit maximum wordt sinds 2017 jaarlijks geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex voor de maand mei van het betrokken jaar, uitgaande van de gezondheidsindex voor de maand mei 2016.

Het in aanmerking te nemen kadastraal inkomen is het kadastraal inkomen beïnvloed door de kadastrale coëfficiënt geïndexeerd op basis van de index van de consumptieprijzen, zoals deze blijkt uit het aanslagbiljet van de Federale Overheidsdienst Financiën en uit de samenstelling van het huishouden met betrekking tot het voorlaatste kalenderjaar vanaf het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven.

Wanneer een van de leden van het huishouden als bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van wie de middelen in aanmerking worden genomen, naar evenredigheid (mede-)eigenaar is van een in dit artikel bedoeld onroerend goed, worden het kadastraal inkomen en de gecumuleerde brutohuur van het betrokken onroerend goed in diezelfde verhouding in aanmerking genomen.

Art. 8. Externe studenten in het hoger onderwijs die op meer dan 20 kilometer van de onderwijsinstelling wonen die zij bezoeken, krijgen een aanvullende studietoelage die is vastgesteld op 120 euro. Dit bedrag wordt verhoogd met 50 euro voor studenten die kunnen bewijzen dat ze een abonnement hebben bij een Belgische openbare vervoersmaatschappij.

Art. 9. Voor de berekening van de maximumbedragen bedoeld in artikel § 6, § 2, en artikel 6, § 3, wordt voor de toepassing van de berekening van de toelagen voor het hoger onderwijs zoals bedoeld in artikel 6, aantal personen ten laste verhoogd met evenveel eenheden als er studenten zijn die deel uitmaken van het huishouden en die regelmatig hoger onderwijs met volledig leerplan volgen, erkend of toegestaan door de Gemeenschappen, voor het academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven, met uitsluiting van de aanvrager en de gezamenlijke huurders.

In afwijking van het eerste lid worden studenten die in het buitenland studeren in de gevallen bedoeld in artikel 2, § 4, en artikel 17, tweede lid, van het decreet van 18 november 2021 tot regeling van de studietoelagen, en die deel uitmaken van het gezin van de aanvrager, in aanmerking genomen.

Art. 10. In het belang van de aanvrager en met het oog op de toekenning van een forfaitaire toelage als bedoeld in artikel 12, § 1, kan, voor zover deze toestanden betrekking hebben op een lid dat deel uitmaakt of uitmaakte van het huishouden als bedoeld in artikel 1, tweede lid, wiens middelen in aanmerking worden genomen, rekening worden gehouden met het volgende:

1° echtscheiding, beëindiging van de wettelijke samenwoning, feitelijke scheiding, voor zover deze toestanden niet worden voorafgegaan door een fiscale scheiding en zij aanleiding geven tot het ontstaan van afzonderlijke woonplaatsen;

2° het overlijden, op voorwaarde dat dit niet wordt voorafgegaan door een fiscale scheiding;

3° pensioen of vervoegd pensioen;

4° het verlies van de hoofdbetrekking die gedurende ten minste één kalenderjaar op 1 januari van het jaar voorafgaand aan het school- of academiejaar werd uitgeoefend zonder dat enige vergoeding werd betaald of het stopzetten van enige winstgevendende activiteit, met inbegrip van een faillissement;

5° een periode van werkloosheid of ziekte van ten minste 30 opeenvolgende dagen tijdens dewelke een werkloosheidsuitkering of een ziekteverzekeringsuitkering werd toegekend of wanneer het inkomen wordt gewijzigd voor ambtenaren in overheidsdienst na een ontslag wegens ziekte of om persoonlijke redenen voorafgaand aan de pensionering;

6° een periode van sociale bijstand van ten minste 30 opeenvolgende dagen gedurende dewelke een sociaal integratie-inkomen, aan het alleenstaanden- of gezinshoofdtarief of een sociale bijstand gelijkwaardig aan het sociaal integratie-inkomen, toegekend wordt door een OCMW;

7° een minnelijke schuldbemiddeling door een erkende dienst of een collectieve schuldenregeling geattesteerd door een vonnis;

8° een wijziging in de samenstelling van het huishouden van de aanvrager in geval van geboorte of adoptie;

9° indien de aanvrager geacht wordt zijn eigen onderhoud te verzorgen, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, en deze toestand nieuw is.

Voorwaarde om deze elementen in aanmerking te nemen is evenwel dat de verandering van toestand zich heeft voorgedaan tussen 1^{er} januari van het voorlaatste kalenderjaar van het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven en op 31 december van het school- of academiejaar dat in aanmerking wordt genomen.

De aanvrager stelt de administratie die de studietoelage toekent zo spoedig mogelijk in kennis van elke wijziging in zijn toestand en verstrekt haar de documenten die deze wijziging bewijzen.

Voor alle toestanden die onder dit artikel vallen, kan de administratie die belast is met de toekenning van studiefinanciering de geschiedenis van de gezinssamenstelling van de aanvrager raadplegen.

Voor alle in dit artikel bedoelde toestanden analyseert de administratie de aanvraag op basis van de inkomsten die worden vermeld voor de referentiejaar bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, alsmede op basis van de forfaitaire bedragen bedoeld in artikel 12, § 1. Er wordt rekening gehouden met de voor de aanvrager gunstigste toestand.

Geen forfaitaire toelage als bedoeld in dit artikel wordt toegekend wanneer de totale middelen van het huishouden voor het kalenderjaar, bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, van dit besluit meer bedragen dan 150 percent van het in artikel 4 vastgestelde toelaatbare maximum of wanneer artikel 7, tweede lid, van toepassing is.

Voor het school- of academiejaar 2021-2022 wordt het in artikel 4 vastgestelde toelaatbare maximum evenwel verhoogd tot 300%.

Art. 11. In afwijking van artikel 2 § 1, wordt een forfaitaire toelage als bedoeld in artikel 12, § 1, toegekend aan leerlingen en studenten die in een instelling of in een pleeggezin zijn geplaatst.

Hetzelfde forfaitaire bedrag wordt toegekend wanneer de aanvrager een attest voorlegt van de Federale Overheidsdienst Financiën of van een bevoegde buitenlandse instantie die gemachtigd is een soortgelijk document af te geven, waarin wordt verklaard dat geen belastingberekening mogelijk is voor het volledige huishouden

Art. 12. § 1. De studietoelage als bedoeld in de artikelen 10 en 11 wordt toegekend in de vorm van een forfaitair bedrag van:

- 124 euro, voor externe studenten in het secundair onderwijs of ingeschreven in een voorbereidend jaar voor het hoger onderwijs;
- 297 euro, voor interne leerlingen in het secundair onderwijs of in een voorbereidend jaar voor het hoger onderwijs;
- 496 euro, voor externe leerlingen in het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- 868 euro, voor interne leerlingen in het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- 694 euro, voor externe studenten in het hoger onderwijs;
- 1.239 euro, voor interne studenten in het hoger onderwijs.

§ 2. In afwijking van artikel 2, § 1, wordt, wanneer de totale bestaansmiddelen uitsluitend bestaan uit het leefloon tegen het tarief voor alleenstaanden of gezinshoofden of het tarief voor samenwonenden, of uit met het leefloon gelijkgestelde sociale bijstand die door een OCMW wordt toegekend uiterlijk op 31 december van het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven, en voor zover de totale bestaansmiddelen de in artikel 4 vermelde maximumbedragen niet overschrijden, een forfaitair bedrag toegekend ten belope van:

- 200 euro, voor externe leerlingen in het secundair onderwijs;
- 500 euro, voor interne leerlingen in het secundair onderwijs;
- 1000 euro, voor externe leerlingen/studenten van het aanvullend secundair beroepsonderwijs en het hoger onderwijs;
- 2.000 euro, voor interne leerlingen/studenten van het aanvullend secundair beroepsonderwijs en het hoger onderwijs, alsook voor de aanvrager die geacht wordt verantwoordelijk te zijn voor zijn eigen onderhoud.

Art. 13. De toelagen en forfaitaire bedragen worden overgemaakt op de bankrekening van:

1° de wettelijk vertegenwoordiger voor aanvragers die op 31 oktober van het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven, de meerderjarigheid nog niet hebben bereikt;

2° de aanvrager indien hij de meerderjarige leeftijd heeft bereikt op 31 oktober van het school- of academiejaar waarin de leerling of student is ingeschreven

Art. 14. Alle bedragen worden sinds 2017 jaarlijks geïndexeerd aan de hand van de gezondheidsindex van de maand mei van het betrokken jaar, op basis van de gezondheidsindex van de maand mei 2016.

Art. 15. Wanneer het bedrag van een studietoelage met een decimaal wordt berekend, wordt het naar boven afgerond op de eerstvolgende hogere euro-eenheid wanneer deze gelijk is aan of groter dan 5 tiende, en naar beneden in de andere gevallen.

Art. 16. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogenheid van de aanvragers van een studietoelage en van de criteria voor de vaststelling van de bedragen van de studietoelagen, wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2021, met uitzondering van artikel 9, tweede lid, dat in werking treedt op 1 juli 2022 voor zover het verwijst naar artikel 2, § 4, van het decreet van 18 november 2021 tot regeling van de studietoelagen.

Art. 18. De minister bevoegd voor de studietoelagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 februari 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY